
MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN

Dakar, le 7 Juillet 1994.

DIRECTION DE LA PREVISION
ET DE LA STATISTIQUE

SEMINAIRE INTERMINISTERIEL**LE CADRAGE ECONOMIQUE ET FINANCIER**

Depuis bientôt quinze ans le Sénégal s'est engagé dans des programmes d'ajustement économique et financier.

Les politiques macroéconomiques appliquées visaient à rétablir les grands équilibres dans les domaines des finances publiques et de la balance des paiements. Elles ont permis de réduire les déséquilibres financiers et de libéraliser davantage l'économie sénégalaise. Cependant des faiblesses structurelles importantes demeurent dans notre économie et de grandes difficultés financières se sont manifestées ces deux dernières années.

Le plan d'urgence élaboré en août 1993 a contribué à atténuer le déficit budgétaire, mais l'accélération de la dégradation de la situation économique des pays africains de la zone-franc a conduit à l'adoption d'une stratégie d'ajustement global. Par cette stratégie, le Sénégal vise à retrouver une croissance durable et à atteindre la viabilité financière en 1997.

Première partie: Les objectifs du programme et les contraintes budgétaires qu'il implique:

Le Sénégal vient d'arrêter un programme au titre de la facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR), qui a nécessité l'élaboration d'un programme d'ajustement pour la période allant du 1^o juillet 1994 au 30 juin 1997 afin de pouvoir bénéficier de crédits au titre de la FASR.

Les principaux objectifs macroéconomiques du programme sont :

- réaliser un taux de croissance économique annuel de 4,5 à 5 % à partir de 1995 ;
- limiter le taux d'inflation mesuré par le déflateur du PIB à 35 % en 1994 et revenir dès 1996 au taux de 2 à 3 % des années antérieures à la dévaluation ;
- réduire le déficit du compte courant extérieur (hors transferts officiels) à 6,8 % du PIB en 1997.

Pour réaliser ces objectifs la politique économique visera :

- l'amélioration des finances publiques ;
- la politique restrictive du crédit ;
- la libéralisation de l'économie ;
- la restructuration du secteur parapublic ;
- la réforme du secteur agricole, base importante de la croissance économique ;
- l'amélioration de la gestion des ressources publiques .

Pour la première année (juillet 1994-juin 1995) de ce programme, les objectifs chiffrés sont :

- un taux de croissance du PIB réel de 2,4 % en 1994 et de 4,7 % en 1995 ;
- un taux d'inflation de 35 % en 1994 et 8 % en 1995 ;

- le déficit du compte courant extérieur (hors transferts publics) limité à 9,8 % du PIB en 1994 et à 7,8% en 1995 ;
- le déficit budgétaire inférieur à 100,9 milliards (4,5 % du PIB) en 1994 puis 66,6 milliards (2,6 % du PIB) en 1995 ;
- le remboursement des arriérés de paiements extérieurs qui s'élèvent à 174,2 milliards à fin 1993 et les nouveaux arriérés accumulés depuis avril ;
- le remboursement d'au moins 32 milliards d'arriérés intérieurs sur les 47 milliards recensés.

L'exécution d'un tel programme implique des contraintes budgétaires comme nous allons le voir ci-après à travers l'évolution de la situation économique après la dévaluation.

Deuxième partie: La situation économique depuis la dévaluation et les perspectives:

A la suite de la dévaluation, le Gouvernement a mené une campagne d'explication sur la nécessité de maîtriser la hausse des prix et des salaires, première condition requise pour le succès de l'ajustement global. Cette campagne s'est accompagnée de tout un ensemble de mesures destinées à la fois à assurer l'approvisionnement des marchés et empêcher les hausses de prix spéculatives ou non justifiées par les coûts.

1. Les mesures concernant les prix:

1.1. La phase de blocage des prix et de spéculation du 12 au 23 janvier 1994:

Les mesures de blocage des prix prises par le ministre chargé du commerce concernaient les produits dont les prix sont soumis au régime de la taxation (le riz paddy local et le riz brisé, la tomate fraîche, l'huile locale, l'eau, l'électricité, les hydrocarbures, le charbon de bois, les tarifs des hôpitaux et des cliniques), et ceux du régime de l'homologation (l'huile importée, la farine, les médicaments, le gaz, les transports).

Par extension, certains produits jugés de première nécessité ou de grande importance pour l'économie nationale ont également été bloqués (les laits concentré et en poudre, le café soluble, la levure, le fer à béton et le savon de ménage).

Cette période a été caractérisée par de fortes spéculations de la part des commerçants qui ont fait disparaître certains produits ou procédé à des substitutions.

1.2. La phase de hausses dirigées (24 janvier au 21 février):

- augmentation des prix aux producteurs pour le riz paddy de 5 F (de 85 F à 90 F), le coton de 25 F (de 85 F à 110 F) et l'arachide de 30 F (de 70 F à 100 F); le prix de cession du coton fibre aux filatures locales est fixé à 560 F/kg pour deux mois;

- relèvement des prix des produits administrés: produits pétroliers, gaz butane, riz brisé, sucre, huiles végétales, farine, ciment, électricité, eau, téléphone, transport;

- suppression des retenues sur salaires publics et privés, de même que l'emprunt obligatoire sur les bénéfices des entreprises;

- hausses du prix du pain et du transport par taxi;

- hausse de 69% des prix des médicaments, mais l'Etat en prend une partie à sa charge afin limiter la hausse à 49%;

- hausse des prix des transports aériens comprises entre 60 et 70% pour les passagers, et 100% pour le fret;
- hausse des tarifs postaux, de la SONEES et de la SENELEC.

1.3. Les mesures d'accompagnement concernant la fiscalité:

La baisse de la fiscalité devait accompagner la dévaluation afin de limiter les effets inflationnistes du changement de parité.

Le 14 janvier sont instituées des valeurs forfaitaires à l'importation, égales à 50% de la valeur CAF.

Le 15 février, les tarifs des douanes et du timbre douanier sont révisés (ordonnances n°94.25 et 94.26 du 15 février 1994), et il est institué un nouveau barème de TVA, avec deux taux: 10 et 20%.

1.4. Les hausses de prix depuis la dévaluation:

Depuis le début de l'année les prix à la consommation, mesurés par les indices de la Direction de la Statistique ont augmenté de 27,2% pour l'indice africain et 35,2% pour l'indice européen (indices du mois de juin 1994). Ces résultats témoignent d'une inflation bien maîtrisée jusqu'ici.

Une analyse détaillée met en évidence des facteurs de hausse *auxquels on ne s'attendait pas aussi rapidement*: dans l'indice africain, *les biens alimentaires produits localement* ont subi des hausses bien souvent supérieures à l'indice moyen. On retrouve pour l'ensemble de ces biens, dont la plupart sont produits localement, des relèvements rapides et importants de prix qui ne se justifient pas par les coûts de production.

Pour ce qui concerne les biens importés, l'atténuation de certaines hausses s'explique par une action volontariste du Gouvernement, c'est le cas pour les médicaments, qui n'augmentent que de 40,9% dans l'indice des prix, ou par la baisse des droits de douane, qui exerce une incidence modératrice sur les hausses des produits importés.

Les revendications salariales diversement satisfaites:

Dans la fonction publique les hausses de traitement ont été rapides et conséquentes, et actuellement, les fonctionnaires n'ont pas subi de ponction réelle supplémentaire par rapport au Plan d'urgence. Les salaires vont augmenter de 23,3% en moyenne annuelle cette année (15% en janvier puis 9,5% en avril).

Dans le privé, la hausse des salaires a été plus lente à se mettre en place, après la suppression de la retenue de 4% du Plan d'urgence. Avec les derniers accords, on peut s'attendre à une hausse de l'ordre de 12% supplémentaire, ce qui donnerait une revalorisation globale des salaires privés de l'ordre de 16,5%.

2. Des premiers indicateurs d'activité pour 1994 plutôt mitigés:

Si au niveau des secteurs d'exportation et du tourisme des signes encourageants de reprise sont notés, dans d'autres secteurs, l'attentisme des opérateurs, comme on pouvait s'y attendre durant les premiers mois de la dévaluation, n'a pas permis une reprise globale de l'activité.

La campagne agricole 1993/94 est meilleure que la précédente:

Les comptes nationaux enregistrent la production agricole l'année de sa commercialisation et non l'année de la récolte. En conséquence, les résultats agricoles relatifs à cette année sont déjà connus.

Ils indiquent une hausse en volume (aux prix de 1987) de 16,9%. Exprimée en valeur, pour tenir compte des récentes hausses de prix aux producteurs, la valeur totale de la production agricole passe de 137 à 187 milliards. Le pouvoir d'achat rural serait donc en hausse de 36,5%.

Les paysans devraient donc être peu touchés par les effets de la dévaluation en 1994, si on les compare aux salariés citadins.

Les indicateurs du secondaire:

Pour ce qui concerne l'électricité, les statistiques disponibles concernent les cinq premiers mois de l'année. La SENELEC retient une baisse des ventes de haute tension de 1,7%, qui s'explique par une forte baisse des livraisons aux ICS.

La moyenne tension, utilisée par les entreprises (industrie, services, grands commerces), les administrations, les hôtels et les ambassades, aurait augmenté de 3,0%.

Pour la basse tension, la hausse serait de 1,7% par rapport à la même période de 1993. La consommation pour usages professionnels (essentiellement l'artisanat informel) aurait augmenté de 4,9%.

La production de phosphates a plutôt augmenté ces cinq derniers mois, contrairement aux prévisions pessimistes de la fin de l'année dernière.

Si on totalise l'ensemble des phosphates exploités sur les deux sites du Sénégal, la production a été de 888 800 tonnes contre 846 700 tonnes un an plus tôt.

La production et les ventes de ciment ont repris: selon la Sococim, les ventes locales de ciment ont augmenté fortement pendant les cinq premiers mois, passant de 205 800 tonnes à 229 300 tonnes (+11,4%).

Pour les produits chimiques des ICS, l'acide phosphorique a dû faire face à une demande étrangère en très forte hausse. Les exportations sur les quatre premiers mois ont augmenté de 126,3% et ont tiré la production qui, avec 109 500 tonnes a augmenté de 79,5%.

Pour les engrais solides, les exportations (de janvier à avril) ont stagné en volume (+0,3%). La production a légèrement diminué (-4,1%) en raison d'une baisse de la demande intérieure (-18,5%).

La SONACOS a repris ses activités de trituration, qui étaient quasiment interrompues depuis le milieu de l'année dernière. La production d'huile brute a été de 42 740 tonnes entre janvier et mai, contre 56 800 tonnes pour l'ensemble de l'année dernière, et celle d'huile raffinée de 30 980 tonnes.

Globalement, les résultats de nos grandes entreprises du secteur secondaire sont encourageants, ce qui devrait avoir des effets favorables sur notre commerce extérieur.

Les transports sont en repli :

- A l'aéroport de Yoff, le trafic passagers a sensiblement remonté au premier trimestre (par rapport au premier trimestre 1993). Les arrivées sont en hausse de 9,8%, ce qui peut annoncer une reprise de l'activité touristique. Mais le fret aérien est en forte baisse.

- le trafic du **Port Autonome de Dakar** montre un très fort ralentissement des échanges internationaux. Les importations de marchandises diverses (hors pétrole) ont baissé de 19,7%, avec 417.000 tonnes contre 519 000 tonnes il y a un an.

Pour ce qui concerne les exportations, les sorties de phosphates en volume au premier trimestre auraient baissé de 61,6% et les autres marchandises de 36,2%.

Le trafic global du Port (entrées et sorties confondues) est en baisse de 29,2% et le nombre de navires en escale est passé de 1287 à 1021.

- Le **trafic ferroviaire** est en hausse sensible, grâce à un accroissement des échanges avec le Mali. Le trafic vers l'extérieur est en hausse de 4,8% et vers l'intérieur de 15,0%. Le trafic total par voie ferrée est passé de 85 561 tonnes à 91 234 tonnes.

La balance commerciale:

Les flux de la balance commerciale du premier trimestre sont en hausse sensible, autant pour les importations que pour les exportations, pour ce qui concerne les grands produits. Globalement, le solde de la balance en ce qui concerne ces grands produits aurait tendance à s'améliorer, infirmant ainsi les prévisions initiales.

- au niveau des **exportations**: dans l'ensemble, les exportations ont fortement augmenté en valeur au premier trimestre. Le total des exportations de nos principaux produits est passé de 17,3 milliards (1^o trimestre 1993) à 32,5 milliards (+88,2%).

- au niveau des **importations**: les importations en volume de riz et de blé sont en baisse (respectivement -17,6% et -7,6%), alors que les produits pétroliers sont en hausse (+1,2%). Ces évolutions ne sont pas significatives d'une tendance lourde du marché en raison des effets de stocks. Le total des importations des principaux produits est en hausse de 73,6 % avec 36,4 milliards.

Les finances publiques: les objectifs du premier trimestre sont atteints.

Dans le domaine des finances publiques, les critères de réalisation et les repères fixés dans le cadre du programme économique et financier avec le FMI sont respectés au premier trimestre 1994.

En matière de recettes, les objectifs ont été atteints avec 71,1 milliards pour une prévision de 69,2 milliards.

Concernant les charges, les dépenses ordinaires ont été exécutées en dessous de l'objectif avec 62,5 milliards pour une prévision de 73,2 milliards. Elles s'expliquent par les délais de mise en place des crédits budgétaires, les économies réalisées sur les intérêts de la dette publique, et la faible exécution du filet social.

Le solde des opérations courantes s'établit à 17,3 milliards pour un objectif de -4,5 milliards.

Pour les dépenses en capital, les délais expliquent la faiblesse des réalisations du Budget National d'Equipement avec 1,8 milliard pour un objectif de 7,6 milliards.

Le solde base engagements se situe par conséquent en excédent de 6,7 milliards pour un objectif de -20,9 milliards.

La volonté d'améliorer la trésorerie des entreprises s'est manifestée par le remboursement d'arriérés intérieurs pour un montant de 6,5 milliards (l'objectif était de 6,0 milliards). Un important rééchelonnement a été obtenu du Club de Paris, pour un montant global de 110,2 milliards.

Des difficultés apparaissent au deuxième trimestre:

Au deuxième trimestre, l'attentisme des opérateurs qui se poursuit a entraîné une baisse plus importante que prévue des importations, et par conséquent des moins-values de recettes douanières sont apparues. De plus, des arriérés de paiement extérieurs s'accumulent depuis avril. Cette situation a conduit à une révision des prévisions initiales de recettes et par conséquent les dépenses doivent être revues à la baisse. Il s'agira également d'améliorer la structure des dépenses courantes.

Ceci explique en partie l'objet de notre séminaire d'aujourd'hui, qui doit faire ressortir les contraintes qui pèsent sur notre budget, et en particulier sur la dépense.

3. Les projections pour l'ensemble de l'année 1994:

3.1. Des projections sur l'activité économique plutôt optimistes:

La projection globale pour 1994 a été arrêtée à +1,4 % pour le taux de croissance du PIB en volume, contre +2,4% avant la dévaluation. Cette croissance repose sur des hypothèses optimistes relatives au dynamisme du secteur productif.

Face à une diminution de la demande globale des ménages en volume (en raison des pertes de pouvoir d'achat en zone urbaine), on fait l'hypothèse que les opérateurs économiques nationaux et étrangers profiteront de la compétitivité-prix retrouvée pour réaliser d'importants investissements afin de reconquérir des parts de marché à l'exportation. De même, on suppose que les financements extérieurs sur projets publics seront de retour.

En conséquence, il a été retenu un taux de croissance global en volume des investissements de 5,8%, dont +9,0% pour les entreprises. Cette reprise de l'investissement est le moteur qui explique un taux de croissance de la valeur ajoutée des entreprises de 2,5% en volume et de 38,4% en valeur.

Pour le secteur secondaire dans son ensemble, la croissance retenue est de 1,9%. Seul le secteur tertiaire, victime de la compression de la dépense des ménages serait susceptible de connaître une croissance négative (-2,0%).

Avec une croissance (déjà connue) du secteur primaire de 9,6%, on parvient à un taux de croissance du PIB marchand de 1,4% en volume et 35,5% en valeur.

3.2. La balance des paiements:

La dévaluation devrait entraîner cette année un déséquilibre important de la balance commerciale : les effets-prix l'emportent à court terme sur les effets-volumes, autant pour les importations que les exportations, et en conséquence le déficit commercial devrait se creuser fortement et pourrait atteindre 141,1 milliards en 1994 contre 108 milliards en 1993.

Ce déficit entraîne à son tour un creusement de celui de la balance des paiements, et pose le problème de la solvabilité de la nation vis à vis de l'étranger.